

# **L'ESPAGNE ET LA PAIX**

---

Discours prononcés à la Séance Plénière  
de la

**CONFERENCE INTERNATIONALE  
D'AIDE A L'ESPAGNE REPUBLICAINE**

le 21 NOVEMBRE 1937  
à la MAISON DE LA CHIMIE, PARIS

par

**HENRI ROLIN**

Sénateur Belge

**MARCEL CACHIN**

Sénateur de la Seine

**LOUIS DE BROUCKÈRE**

Président de l'Internationale Ouvrière Socialiste

**S. E. OSSORIO Y GALLARDO**

Ambassadeur d'Espagne

---

ÉDITÉ PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL DE COORDINATION  
ET D'INFORMATION POUR L'AIDE A L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE  
38, Rue de Châteaudun, PARIS (9°)



HEMEROTECA MUNICIPAL

*Número del registro* .....

*Estante* .....

*Tabla* .....

*Número de volúmenes* .....

*Encuadernación* .....

L. M.—2032.



# L'ESPAGNE ET LA PAIX







# La S.D.N. et les Pays Démocratiques

**HENRI ROLIN**

Sénateur

Mesdames, Messieurs,

On vous a parlé, hier et ce matin, de l'action humanitaire pour l'Espagne, et, certes, loin de moi la pensée de la sous-estimer et d'en diminuer la valeur. Je sens combien il est essentiel que, dans tous nos pays, se manifestent, avec une intensité, une chaleur, une fraternité croissantes, les sentiments d'admiration et de solidarité que nous éprouvons pour ceux qui, là-bas, continuent infatigablement la lutte, et surmontent les sacrifices. Et pourtant, de temps à autre, si nous faisons notre examen de conscience, nous devons nous rendre compte que nos efforts ont une limite ; que nous ne ressusciterons pas les morts, que nous n'effacerons pas les mutilations, que nous ne relèverons pas les monuments détruits, et, je lisais récemment cette pensée, ce récit très simple, de la mère espagnole, prenant congé de son fils, éclatant en sanglots et lui disant « Si au moins j'étais sûre que cela sauvera notre pays ! » Il ne faut pas que, si ardente et si intense qu'elle puisse



être, notre propagande humanitaire serve de dérivatif qui puisse nous dissimuler, et effacer à nos consciences notre devoir international politique. Car, actuellement, si toutes ces morts ne doivent pas avoir été de vains sacrifices, cela dépend de nous. Oui, nous avons confiance dans le courage du peuple espagnol ; oui, nous savons qu'un peuple qui se défend avec un tel héroïsme ne peut pas être asservi, mais, un tel peuple peut toujours être massacré par les mitrailleuses étrangères, et si nous ajournons perpétuellement l'heure du devoir et du droit international, alors, vraiment, les morts d'Espagne seront morts en vain.

On m'a demandé de vous parler de l'action des démocraties et de la Société des Nations ; et, je voudrais d'abord vous dire, comme juriste, je m'en excuse, c'est presque une faiblesse, actuellement, ou un sujet de trouble que d'être juriste, devant une évolution de la politique étrangère aussi difficilement saisissable du point de vue juridique. Mais, si nous nous posons ce problème, comme juristes, démocratie et paix, eh ! bien, il est bon que nous nous y attardions un instant.

Et, à première vue, sans doute, la plupart d'entre nous, du point de vue scientifique, avec une entière sérénité, seraient disposés à professer, et à pratiquer que, ma foi, la démocratie et la paix sont deux choses bien distinctes, que l'une relève de la politique intérieure, et l'autre de la politique extérieure et qu'en réalité nous sommes prêts, et nous l'avons montré combien nous sommes prêts, à pratiquer une politique de paix avec d'autres pays, quel qu'en soit le Régime. L'on a pu songer, autrefois, à des conceptions différentes. Il y eut, à l'époque de la révolution française, le heurt de deux idéologies, le mysticisme des révolutionnaires voulant faire pénétrer les libertés dans tous les pays, et la coalition des puissances absolutistes s'efforçant d'opposer leur Sainte-Alliance au progrès des idées égalitaires.

Et puis, après quinze ans, l'un des blocs l'avait emporté, la Sainte-Alliance crut pouvoir maintenir sous sa tutelle et utiliser la coopération internationale au profit d'une formule de politique intérieure ; vous savez combien elle échoua. Elle échoua, notamment, dans mon pays, en Belgique, et, à partir de cette date, on accepta, en quelque sorte, comme une action de droit international ce principe, actuellement quelque peu



détourné de son sens original, celui de non-intervention, c'est-à-dire le respect absolu de l'indépendance politique des divers pays, et l'abstention de tout acte de nature à contrarier la libre manifestation des forces nationales, dans le choix de leur gouvernement. Et, pourtant, à certains moments, l'on avait bien l'impression, dans certaines régions du monde que, peut-être, du point de vue pratique, cette idée était erronée, et que l'on ne pouvait pas, même du point de vue international, accorder une égale confiance à toutes les formes de gouvernement ; et vous savez que c'est dans un Continent espagnol, dans l'Amérique du Sud, que naquit cette doctrine, la doctrine de Tobar qui, en réalité, entourant d'une suspicion spéciale les régimes nés par la force et par les coups d'Etat militaires, avait décidé qu'ils ne seraient pas reconnus internationalement avant d'avoir été confirmés par de libres élections démocratiques.

Le Pacte de la Société des Nations s'est, en partie, inspiré de cette doctrine ; car, si, d'une part, nous garantissons, contre toute agression extérieure l'indépendance politique des membres, d'autre part, nous refusons accès dans la Société des Nations, aux Etats qui ne se gouvernent pas librement, parce que, dans la conviction du Président Wilson, théoricien du droit public, il n'était pas possible d'avoir confiance dans l'observation de traités de la part de pays où le sentiment public librement exprimé, n'aurait pas, lui-même participé à l'engagement international. Les faits n'ont pas répondu à cette attente, en partie parce que la Société des Nations se trouvait affaiblie par l'abstention des Etats-Unis, en partie parce que la Société des Nations avait eu cette faiblesse, ou plutôt les Etats la composant, de tenir trop longtemps à l'écart les Etats vaincus, alors même que les forces démocratiques, y livraient, là-bas, un combat héroïque pour s'affirmer en régime républicain.

La Société des Nations, affaiblie de cette façon, lorsqu'elle vit l'Italie cesser de se gouverner librement, n'osa pas songer à l'écartier des organes directeurs de la politique internationale, et pourtant, deux ans après, elle avait, à ce sujet, un premier avertissement : c'était l'incident de Corfou où, à la suite d'une bagarre de frontière, au cours de laquelle, dans des conditions extrêmement mystérieuses, certes, dix officiers italiens avaient trouvé la mort, Mussolini réalisait ce premier coup de force,



ce premier coup de prestige, de bombarder une île sans défense, d'y tuer un certain nombre de membres de la population civile et d'y débarquer des troupes.

La Société des Nations, cette fois-là, tint le coup ; il y avait encore, dans les pays, dans les grands et dans les petits pays, il y avait encore une certaine vigueur, une certaine confiance dans l'idéal international, une certaine énergie à affirmer leurs convictions. L'Italie se rendit compte que la Société des Nations ne permettrait pas l'occupation définitive de l'île de Corfou, et, après certaines négociations et transactions, Corfou fut évacuée.

1931. La Conférence du désarmement se réunit ; l'on végète ; les grandes démocraties hésitent ; certaines d'entre elles se bercent de cette incroyable illusion que l'on parviendra, par la force des textes, à prolonger, en Europe, une situation d'inégalité ; l'on se refuse à reconnaître les conditions morales et juridiques évidentes de la création d'un état de paix stable, et cela malgré l'avertissement de nos Associations pour la S.D.N. unanimes ; et le Japon se rendant compte, assez rapidement, du malaise qui se crée, en Europe, devant la mauvaise volonté manifeste, de la part de certains pays, à tenir leurs engagements, le Japon lance sa première expédition en Mandchourie et crée l'Etat artificiel du Mandchoukouo. Première expérience, préface de celle que nous vivons, actuellement, en Chine, où, alors, reconnaissons-le, une fois de plus, l'on s'adressa aux Etats-Unis, où le sentiment américain répondit avec une spontanéité, une générosité, qui auraient dû, véritablement faire saisir aux dirigeants de la Société des Nations cette occasion inespérée de rétablir le pont au-delà de l'Atlantique. Mais, lorsque les Etats-Unis, en janvier 1932, voulurent, en quelque sorte, donner l'exemple à la Société des Nations d'une action énergique, franche, de solidarité avec la victime, et les premiers firent connaître au Japon que l'on ne reconnaîtrait pas une modification des territoires amenés par la violence, cette communication, dont on informait Londres, fut suivie par une déclaration de Sir John Simon, d'un son bien différent, où il déclarait qu'à condition que les intérêts britanniques fussent respectés, l'Angleterre n'avait aucunement l'intention de contrecarrer les desseins du Japon, tandis que le gouvernement français se bornait, peu après, à un simple accusé de réception, et s'abstenait, de



son côté, rigoureusement, de faire au Japon une communication quelconque. Evidemment, il y avait des excuses : la guerre civile, en Chine, dans des conditions de chaos, l'absence de toute résistance à laquelle pût s'accrocher une coopération internationale quelconque. Qu'importe... la défaillance, la défection de la Société des Nations, le manquement à nos engagements allait bientôt recevoir sa récompense ; en Allemagne, lorsqu'on se rendit compte que, véritablement, il n'y avait, à ce sujet, rien à craindre, et que la Société des Nations serait, sans doute, paralysée, l'on vit Hitler arriver au pouvoir et, peu après, quitter brutalement la Conférence du désarmement, et déchirer les traités internationaux.

Et, alors, les événements se succèdent.

Et, comme par hasard, après le Japon, Etat totalitaire, non démocratique, après l'Italie, Etat totalitaire, non démocratique, après l'Allemagne, Etat totalitaire, non démocratique, voici que nous allons recommencer le cycle, et voici à nouveau l'Italie qui se lance dans son expédition d'Ethiopie. Je ne vais pas vous en faire le récit, il est présent à vos mémoires. Cette tentative de justice internationale, commencée dans un admirable enthousiasme, et qui, presque immédiatement laissa l'opinion désemparée devant l'étrange conception que nos gouvernants avaient de la façon dont elle allait être conduite : l'on voulait, par la contrainte, imposer le retrait des armées italiennes, mais on ne rompait pas des négociations diplomatiques, bien au contraire, on se laissait abreuver d'injures et l'on redoublait d'amabilités, et, bientôt, s'amorçaient ces négociations que vous connaissez, qui devaient conduire au fameux accord Laval-Hoare, M. Laval ayant pris, dans cette affaire, la succession de Sir John Simon.

Et c'est alors qu'est née cette doctrine, dont nous souffrons encore actuellement, cet étrange paradoxe, cette fausse vérité, la localisation de la guerre, ce raisonnement étrange qui faisait que, au moment même où nous étions entraînés dans une action collective, où nous étions invincibles si nous maintenions cette solidarité, nous apportions à notre pression je ne sais quelles limites et quelles restrictions, et quelles mesures, de crainte d'irriter l'agresseur, de crainte de le gêner, nous nous lancions dans cette tentative absurde en réalité au moment même où nous tentions donc d'arriver, d'aboutir à la victoire du droit,



d'écarter systématiquement de notre programme tout ce qui aurait pu nous la donner.

On se rendit compte assez rapidement que, dans ces conditions, du moment que l'on ajournait, et la sanction du charbon, et la sanction du pétrole, parce que trop redoutables pour l'Italie, l'Italie avait partie gagnée. Il suffisait qu'elle augmentât quelque peu la brutalité de son agression, et, lorsque cela parut établi, l'Allemagne, immédiatement, elle qui, au début s'était montrée impressionnée devant l'action de la Société des Nations, l'Allemagne, à son tour, manifesta son indépendance à l'égard de l'organisation internationale et réoccupa la Rhénanie. Et, alors, grand désarroi, elle réoccupe les régions désarmées ; elle introduit des troupes jusqu'à nos frontières, grande hésitation, et, premier reflexe : la levée des sanctions. Je l'ai dit en plein Parlement belge, la Belgique était signataire de Locarno ; la levée des sanctions qui pesaient sur l'Ethiopie, c'était la trahison de la S.D.N. par les Etats locarniens, cela a été la misérable négociation, l'abandon de la sécurité collective pour le mythe du Locarno nouveau, de la garantie nouvelle que l'on espérait obtenir de l'Italie contre l'Allemagne.

Et, le résultat... On s'était réuni à Londres pour obtenir cette fameuse garantie ; l'on avait commis ce paradoxe à nouveau, au moment où les sanctions étaient maintenues, de demander à l'Italie une garantie aux Etats sanctionnistes contre l'Allemagne, et l'Italie nous avait ri au nez en disant : « Mais, levez les sanctions, et nous causerons ! » On a levé les sanctions, quand ? En juillet 1936, et le mois ne s'était pas écoulé que Franco déclenchait la rébellion en Espagne et que les avions italiens traversaient la mer pour voler au secours des rebelles espagnols. Il n'était plus question de nouveau Locarno ; nous avions lâché l'Ethiopie ; nous avions l'Allemagne en Rhénanie, nous avions, maintenant, l'Italie en Espagne ; véritablement, l'on se demande si l'on doit s'indigner le plus du cynisme des Etats autocratiques ou de la médiocrité de nos démocraties européennes !

C'est l'affaire espagnole !... Ici, nous nous trouvons devant une situation qui, à vrai dire, aurait paru bien simple, si on l'avait jugée avec le droit traditionnel, avec les règles anciennes, si l'on n'avait eu d'autre souci que d'exécuter nos engagements ; et, loin de ma pensée l'idée d'exiger une exécution impossible.



une exécution nous jetant au-delà de ce que l'on pouvait raisonnablement demander de nos opinions publiques. Tout Etat, tout Gouvernement qui aurait franchement reconnu l'état des engagements, fait l'inventaire des possibilités, et réglé sa politique d'après cette observation possible, je serais le premier à reconnaître que rien ne pourrait lui être reproché.

Nous nous trouvions donc, en Espagne, dès le début, devant cette certitude, avant que l'accord de non-intervention soit proposé, l'on savait, par les avions italiens qui avaient échoué en Afrique du Nord, et sur les côtes africaines de Méditerranée, l'on savait que l'Italie participait à la rébellion ; l'on savait que l'Italie avait violé ses engagements en Ethiopie, qu'elle avait menti avant l'agression, qu'elle avait violé ses engagements en attaquant ; l'on savait qu'elle venait, une nouvelle fois, de mentir en niant l'intervention, avant le départ des avions italiens, alors que, quelques jours plus tard, on allait le constater. Et, l'on imagine de construire cette politique qui, dès le début, repose sur un mensonge, ou, tout au moins, sur une équation inexacte ; l'on lance dans la politique cette notion de non-intervention, et l'on va en tirer cette conséquence extraordinaire que la non-intervention qui est une notion saine, séduisante, pour l'opinion publique, ne va pas dire pour la France, pour la Belgique, et pour les autres pays, l'abstention pure et simple, la liberté, pour l'Espagne, de régler ses affaires intérieures, que la non-intervention ne va pas dire la protection de l'Espagne contre l'agression extérieure, non, la non-intervention va dire cette chose compliquée que, pour obtenir que l'Espagne ne subisse pas d'interventions étrangères, on va, en quelque sorte, la bloquer commercialement, vicier le jeu de ses relations commerciales, troubler le jeu des libres initiatives individuelles, bientôt interdire à ceux d'entre nous qui pensent comme la démocratie espagnole, de disposer de leur personne, comme tant d'Américains, tant de Hollandais, tant de Scandinaves disposèrent de leur personne, pendant la guerre, en venant se battre dans les rangs des armées alliées. Tout cela, on le qualifie de non-intervention afin de masquer à l'opinion publique l'acte, je dirai de prudence, que l'on accomplit à l'égard des puissances autocratique, dans l'espoir de les retenir.

L'accord est obtenu, il est obtenu dans le courant du mois d'août ; et, le mois d'août n'est pas accompli que les aviateurs



espagnols descendent un avion monté par un officier italien ; et, au mois de septembre, l'on descend un nouvel avion espagnol dont, cette fois, l'aviateur italien réchappe, est fait prisonnier et reconnaît faire partie d'une escadrille entière commandée par des officiers italiens.

L'on a, depuis septembre 1936, la preuve que cet accord est violé et que fera-t-on ? L'on ne cessera de le renforcer. Et puis, l'on reconnaîtra la nécessité du contrôle. Et, aujourd'hui, de semaine en semaine, de mois en mois, vos gouvernants et les nôtres ne cessent de nous répéter : « Il est bien entendu que la non-intervention est impossible, si elle n'est pas loyalement observée », et l'on a, depuis seize mois, les preuves de la violation, et la non-intervention continue.

Voyez-vous, mesdames et messieurs, je voyais, dans les journaux, la facilité avec laquelle, dans certains partis, les hommes politiques continuent à se délivrer des félicitations et des satisfecit, à se féliciter de ce que, disent-ils, la paix, après seize mois, ait été maintenue. Est-ce qu'ils y songent ?... la paix... la paix pour qui ? La paix pour nous. Et à quel prix ? Au prix des autres ! Et c'est cela, la sécurité collective ! Seize mois, et la guerre continue, et les victimes s'amoncellent ! Ah ! vraiment, est-ce là la façon dont nous comprenons le devoir international que de le reconnaître dans l'éternité et d'en ajourner perpétuellement l'exécution dans le temps ?

Je crois, vraiment, qu'il n'est que temps que tous ceux d'entre nous qui possèdent une parcelle de pouvoir politique s'insurgent de toute leur conscience contre l'hypocrisie de ce spectacle actuel où l'on concilie la fidélité en parole à un programme que l'on ne respecte pas.

Mais, actuellement, se pose cette autre question : reconnaissance des belligérants. Eh bien, je lisais, à ce sujet, récemment, dans la Revue de Droit International, un article d'un professeur italien, d'une Faculté de droit catholique de l'Université de Milan, et j'y lisais cette chose véritablement impressionnante : étudiant la reconnaissance des belligérants il disait : « L'on dit que Franco n'est pas reconnu comme belligérant, et la France, et l'Angleterre, et la Belgique, et la Hollande, et l'Amérique, et la Tchécoslovaquie continuent à dire qu'elles se refusent à reconnaître Franco comme belligérant ! » Et ce professeur italien disait, « mais, cela n'est pas possible, et la preuve



que, malgré leurs déclarations, ils ont reconnu Franco comme belligérant, c'est que, s'ils ne l'avaient pas reconnu, leur conduite à l'égard du gouvernement de Valence constituerait l'une des plus flagrantes violations du droit international que l'histoire ait enregistrée depuis longtemps ».

Alors, M. Eden, l'autre jour, à la Chambre des Communes, défendait une thèse qui n'est pas sans certains fondements. Il disait, « vous vous insurgez contre l'hypothèse de reconnaître Franco comme belligérant, et vous dites que c'est contraire au droit, mais, ce qui est sans précédent dans le droit international, c'est que, une guerre civile puisse se prolonger pendant aussi longtemps et dans de telles conditions, et qu'un pouvoir militaire puisse exercer son action sur un territoire aussi étendu, sans qu'il soit reconnu comme belligérant ». Et M. Eden avait raison, mais, il ajoutait ceci : « Nous avons été amenés à cela parce que, en réalité, il y avait d'autres violations de droit international commises dans ce sens, le respect du droit international en ce qui concerne la reconnaissance de Franco aurait été détourné de son objet et de son effet ». L'on ne peut pas reconnaître de façon plus ingénue que la politique internationale, dans laquelle on nous a embarqués, a, en réalité, totalement embrouillé toutes les notions les plus anciennes et que la pratique qui a été suivie, inaugurée par les gouvernements démocratiques, est sans précédent et sans justification possible. Ah ! Je sais bien, l'on nous dit, essayant de diviser le problème, « je vous prends au mot, vous reconnaissez que l'on devrait reconnaître... bien, reconnaissons toujours »... Ou bien l'on nous dit : « Eh bien, nous allons temporairement essayer d'obtenir, maintenant, ce rappel massif des volontaires, et, quand nous aurons obtenu ce rappel massif, nous allons immédiatement, alors, reconnaître Franco comme belligérant ». Mais, mesdames et messieurs, l'on escamote cette vérité qui est, pourtant, bien troublante, pour nos consciences, c'est qu'il y a seize mois de violation de droit des gens, qui ont créé, dans le plateau de la balance du destin, un faux poids redoutable au profit des rebelles espagnols, et que le rétablissement, à partir de demain, par hypothèse, pour l'avenir, des règles que nous aurions dû suivre, depuis le début, ne supprimera pas le faux poids qui a été introduit là-bas, à l'initiative des puissances autocratiques, ce qui fait qu'il n'est pas admissible qu'actuellement, l'on vienne ainsi nous demander, sur un point, le respect du droit, et, sur



d'autres points, l'absolution totale de l'amoncellement des violations qui se sont accumulées contre le gouvernement espagnol.

Mais, voyez la situation en Chine... Bruxelles... Conférence de Bruxelles... elle a été convoquée à l'initiative de la Société des Nations, et, à peine réunie, elle a été frappée d'amnésie totale. Et lorsqu'elle a constaté l'absence du Japon, prise d'une véritable anxiété, elle s'est demandé : « Comment faire pour le rappeler, si ce n'est de désavouer nos parents, cette espèce de faute originelle qui fait que Genève nous avait demandé de nous réunir pour essayer de mettre fin au conflit ? » et l'on a ingénument envoyé une nouvelle lettre au Japon, pour lui demander de revenir sur son refus. Et, encore une fois, l'on a appelé les Etats-Unis. Et il ne manque pas de gens, parmi les responsables, responsables devant le pays, et responsables devant les groupements auxquels j'appartiens, pour nous dire : « Qu'est-ce que vous voulez, la Conférence de Bruxelles... nous ne pouvons rien faire, il y a l'Amérique qui ne veut pas marcher »... Soyons francs, jusqu'ici cette Conférence de Bruxelles, a élaboré deux documents : la deuxième lettre au Japon, et puis la Déclaration, et les deux documents ont été, ou rédigés, ou amendés par la délégation américaine, parce que les autres délégations se trouvent véritablement paralysées, en ce moment, et ne prennent pas d'initiative. Et le texte de la Déclaration de M. Norman Davis a été trouvé vraiment trop raide et l'on a prié M. de Tessan de bien vouloir en adoucir les termes, parce que, pour les membres de la Société des Nations, vis-à-vis d'un Etat agresseur, il paraissait vraiment inconvenant que l'on continuât à parler d'agression ; et, comme ce spectacle me paraissait, tout de même incompréhensible, un de vos compatriotes a cru pouvoir m'indiquer quelle était la haute explication politique de toute cette attitude ; on m'a dit : « Voyez-vous, nous craignons que, vis-à-vis du Japon, la S.D.N. ne soit pas assez forte pour intervenir et, si elle n'est pas assez forte pour intervenir, et pour exercer des sanctions, alors, il ne faut pas parler d'agression, parce qu'il y aurait un nouveau précédent... et, à condition que nous ne parlions pas d'agression, eh bien, l'opinion publique considèrera qu'il n'y a, naturellement, pas eu la guerre, il n'y aura pas de précédent et nous pourrons continuer à dire que nous sommes fidèles à la sécurité collective.

Mesdames et messieurs, voilà les quelques explications que j'avais à vous donner ; et j'arrive rapidement à ma conclusion.



Evidemment, nous ne pouvons pas faire en sorte que les erreurs commises ne l'aient pas été, et la politique internationale est ainsi faite qu'elle n'accepte pas de brusques retours, que nous sommes, actuellement, embarqués dans cette politique espagnole ; mais la seule chose que nous sommes en droit de demander, tout de même, je dirai volontiers que nous sommes en droit d'exiger, dans la mesure où nous pouvons exiger quelque chose, c'est que l'on introduise un facteur temps, parce que ce facteur temps, c'est un facteur sang, parce que, véritablement, nous ne pouvons pas continuer, vis-à-vis des Espagnols, à croire que, parce que nous leur aurons envoyé, même des couvertures, même des vivres, même du lait, parce que, même, nous aurons recueilli des enfants, pour ne pas les laisser exposés aux bombes, nous pourrons, vis-à-vis d'eux, considérer que nous avons rempli tout notre devoir.

Et, en ce qui concerne la Chine, eh bien, puisque l'on continue à être hypnotisé par l'élément américain, il y a un moyen fort simple de concilier nos responsabilités et nos possibilités. Cette Conférence de Bruxelles, elle a été convoquée, sans doute, pour concilier, si faire se peut, les parties, et, si la conciliation était impossible, pour faire des propositions au comité de la S.D.N. Qu'elle fasse des propositions, et, si elle estime que ces propositions ne sont pas de nature à être mises en œuvre par les membres de la Société des Nations, sans le concours des Etats-Unis, que pour l'amour du ciel, les membres de la Société des Nations déclarent leur volonté de les mettre en œuvre sous condition que les Etats-Unis y participent.

Et, quand la S.D.N. aura fait cela, quand elle aura été jusqu'à la limite de ses possibilités, et nous ne lui demandons pas autre chose, alors, de deux choses l'une : ou les Américains, comme on nous le dit, résisteront, et, alors, la responsabilité de l'échec, de la paralysie internationale ne retombera pas sur la Société des Nations qui aura, au contraire, fait preuve de sa volonté d'agir et de réagir, cette responsabilité, elle reposera exclusivement sur la démocratie américaine qui se serait abstenu ; mais, quant à moi, je suis parfaitement tranquille, le jour où le peuple américain saura qu'il y a, en Europe, un nombre de peuples démocratiques et pacifiques, profondément résolus à tenter l'effort pour barrer la route à la guerre, ce jour-là nous verrons se soulever ce qui est au fond du cœur de



tout peuple libre, ce sentiment de solidarité d'unir ses efforts aux nôtres pour réussir.

Et l'on nous dit : « Cela comporte des risques ! » Peut-être ; peut-être cela comporte-t-il certains risques, oui, les risques raisonnables ; les risques que l'examen profond et calme de la situation internationale nous indique comme de notre devoir d'accepter ; et je demande à ceux qui hésiteraient, de songer à ce que sera la situation du monde si nous nous dérobons.

Si demain, par hypothèse, toutes ces entreprises réussissent ; si le Japon s'installe en Chine, et, au prix du massacre et de l'extermination de quelques dizaines de milliers de Chinois abattus à la mitrailleuse, tous les intellectuels susceptibles de résister, toute cette admirable jeunesse, formée dans nos écoles européennes et dans les écoles américaines, si, à ce prix, ils essayent de maintenir sous la botte de la clique militariste japonaise le peuple chinois, comme le peuple japonais, et si, demain, en Europe, il se démontre que le triangle, également, pèse comme un triangle d'acier, comme un carcan, au cou des peuples libres, alors, redoutons le pire. Car, cessons de croire qu'il dépend de la volonté de nos gouvernements de choisir, comme jour du début de la pratique de la sécurité collective, le jour où notre propre pays serait attaqué, et, mettons-nous dans la tête que, véritablement, la seule façon de nous délivrer des aventures, de la menace et de la peur, c'est de commencer, aujourd'hui, avec un cœur vaillant, et un esprit clair, la simple pratique du devoir international.



# L'Espagne et la non intervention

**MARCEL CACHIN**

Sénateur

Camarades, je ne reviendrai pas, après l'exposé si remarquable de mon collègue Rolin, sur l'aspect juridique de la question espagnole ou de la question chinoise. Je voudrais très simplement préciser, ici, notre attitude constante ; je voudrais, aussi, analyser, après lui, avec quelques faits concrets très récents la situation qui est faite à l'Espagne républicaine par les démocraties européennes, et je voudrais enfin proposer une solution qui, jusqu'à présent, n'a pas encore été essayée, et dont, pour ma part, j'attends les plus précieux résultats.

Voilà seize mois que nous réclamons, d'après les mots d'ordre qui sont dans l'esprit de chacun de vous, la liberté pour les Espagnols républicains, d'acheter, avec leur argent, à l'étranger, les armes dont ils ont besoin pour se défendre. Et l'on m'apprend ici que lorsqu'on va interroger des autorités supérieures de notre Front populaire, elles déclarent qu'il leur est impossible de laisser passer une cartouche en Espagne même en la payant.



Voilà seize mois que nous demandons que les organes qualifiés responsables, et qui sont là, placés par nous et le peuple pour cela, fassent l'effort maximum pour faire enlever de l'Espagne, le plus rapidement possible, les Allemands et les Italiens, les troupes allemandes et italiennes, qui massacrent les habitants depuis seize mois.

Et puis, les autres mots d'ordre que vous connaissez !...

Jusqu'à présent, nous sommes bien obligés de reconnaître — et nous ne le faisons pas sans une profonde amertume, sans aucun esprit de polémique de parti, mais parce qu'il s'agit, ici, non pas de polémique de parti, mais de sang humain qui coule et du droit international violé de la manière la plus brutale — nous sommes bien obligés de reconnaître que, non seulement rien n'est fait dans le sens des exigences populaires internationales, mais que l'on semble braver, de plus en plus, ces exigences, je dirai quasi-quotidiennement.

Non-intervention... c'est un mot et une chose qui sont partis de notre Quai d'Orsay. Tout à l'heure, Rolin vous a montré quelles en avaient été les conséquences ; on a prolongé la guerre espagnole, car, si on avait laissé les Espagnols se défendre, et si on le leur avait permis, il y a longtemps que l'affaire de M. Franco serait réglée.

On a donc prolongé la guerre ; on n'a pas apporté la paix ; et si l'on a ajourné la guerre pour nous, on n'a fait que l'ajourner pour nous, en l'aggravant.

Voilà, camarades, ce que je voulais dire d'abord.

Mais, enfin, M. Franco, à l'heure actuelle, mais, il est reconnu ; c'est une chose évidente, tout se passe, non seulement comme si l'on avait reconnu Franco, mais comme si l'on désirait, du plus profond du cœur, que Franco soit vainqueur, tout se passe comme si l'on espérait la défaite de la République espagnole.

Nous avons eu, au moment des Accords de Nyon, certaines illusions. Camarades, nous nous étions félicités que, enfin, il se soit produit, à la S.D.N., un petit réveil, un commencement de réaction saine, au point de vue du droit international et du respect de la liberté des peuples. On s'était tout de même ému de voir le brigandage de M. Mussolini, qui, après avoir vaincu les Abyssins, en les couvrant d'ypérite, et en brûlant la chair des femmes et des enfants, avait fini par écraser ce peuple, et



qui continuait, dans la Méditerranée, à couler, à envoyer au fond, non seulement des navires mais les matelots qui étaient à bord, sans aucune espèce de considération, de quelque humanité que ce soit ; et, tout de même, la répulsion fut si vive, dans tous les peuples internationaux que l'on dit, « Nous allons y mettre un terme ! » L'Accord de Nyon est donc intervenu. Les Italiens, qui avaient refusé, d'abord, d'y participer, ont ensuite réclamé leur place dans la surveillance de la barbarie qu'ils avaient eux-mêmes instaurée. Et, naturellement, on leur a dit : « Chers amis Italiens, je vous en prie, mettez-vous à côté de nous pour surveiller la Méditerranée et pour surveiller votre propre brigandage...

Et ils y sont, en effet, ils y sont, camarades. Savez-vous comment est, à l'heure actuelle, assurée la tranquillité anti-barbare de la Méditerranée ? C'est très simple : il y a 27 navires de guerre français qui y contribuent ; il y a 30 navires de guerre britanniques, et il y a, grâce au ciel, 43 navires italiens qui sont là, à côté des nôtres et à côté des britanniques. Et, quel est le rôle essentiel de ces 43 navires italiens ? C'est d'assurer la sauvegarde des navires italiens qui portent les troupes et les armes, bien tranquillement à Séville ; c'est assurer la possibilité d'envoyer, désormais, là-bas, par la Méditerranée, tout ce que l'on voudra d'Italie.

Et puis, voici que je lis, dans *Le Temps* d'hier, une note qui nous éclaire singulièrement sur les consignes que l'on a données aux navires franco-britanniques en Méditerranée. Je vous lis simplement la dépêche du *Temps* ; on nous dit : « L'Amirauté « annonce que le vapeur britannique *African Mariner* qui vient « de la Méditerranée orientale a été arraisonné par le contre- « torpilleur *Greyhound* et conduit à Malte pour avoir contrevenu « à la loi sur le transport des munitions à destination de l'Es- « pagne ». Il y a une loi, maintenant, qui interdit à l'Espagne de recevoir les armes d'une manière normale, à bord d'un navire quel qu'il soit ! « Les deux navires sont arrivés à Malte à « 22 h. 45 ; l'*African Mariner* a été immédiatement placé sous « le contrôle des autorités, il a reçu l'ordre de décharger sa « cargaison à Malte ».

L'*African Mariner*, figurez-vous, se rendait d'Odessa en Espagne, et il transportait, paraît-il, des munitions pour l'armée.

Alors, voilà le blocus avoué, le blocus complet, le blocus



total fait par les démocraties. On ferme la frontière française, comme l'on a fermé la frontière portugaise. Ici, notre gouvernement s'est mis exactement à la hauteur de celui de Salazar ; on ferme la frontière maritime, on ferme la frontière terrestre, c'est le blocus, c'est l'affamement ; rien ne doit plus entrer, pour l'Espagne républicaine, et voilà comment se termine l'accord de Nyon, auquel nous avons applaudi comme à une espèce de réveil de la conscience démocratique internationale.

Camarades, pendant ce temps-là, naturellement, à travers la Méditerranée, tout arrive d'Italie en Espagne, et les avions, et les canons, et les munitions et les hommes, et les officiers et les Chemises noires.

Mais, ce n'est pas la seule manière, à l'heure présente, d'assurer des armements colossaux à l'Espagne de Franco, il en vient d'une manière constante, chronique, permanente, de Hambourg et de Brême à travers la Mer du Nord, la Manche et l'Atlantique. Ils ont maintenant, la possibilité d'entrer librement à Santander et à Bilbao.

Et puis, voici que le même *Temps* nous apprenait, dans le même numéro, un accident qui montre, de la manière la plus claire, la plus décisive, à ceux-mêmes qui sont aveugles, qui leur montre comment ce ravitaillement de l'Espagne rebelle est assuré de tous côtés.

Voici la dépêche du *Temps* : « ...Alors que le navire italien « Boccaccia », transportant une cargaison de bombes à Bilbao se « trouvait à vingt milles au nord-ouest d'Ouessant, une violente « explosion s'est produite à bord. Le navire demanda aussitôt « du secours et bientôt l'équipage qui avait dû évacuer le bord « fut recueilli par le vapeur hollandais Tangiaden qui fait route « vers Dunkerque ». Nous avons appris avec joie que les marins qui avaient échappé à l'accident tragique du Boccaccia avaient débarqué hier à Dunkerque, mais nous nous félicitons grandement que les bombes qui devaient aller massacrer à nouveau nos amis d'Espagne soient, désormais, au fond de l'eau, à Ouessant !

Et vous entendez, tout de même, camarades, quelle angoisse est là nôtre, quelle amertume est la nôtre en pensant qu'à l'heure actuelle, c'est de l'agrément de nos gouvernements démocratiques que de pareilles choses continuent et s'aggravent quotidiennement ; nous sentons, comme disait Rolin tout à



l'heure, tout de même, qu'un peu de rouge nous monte au front ; nous nous sentons de plus en plus responsables et nous demandons que l'on agisse, enfin, pour mettre un terme à ces pratiques.

Voilà donc nos amis espagnols dans une situation évidemment fort dramatique. Mais, n' imaginez pas que nous venions prononcer, ici, des paroles de défaitisme ou de découragement, malgré tout cela, malgré tout ce que l'on a pu accumuler de scandales contre eux, ils seront tout de même victorieux, ils auront tout de même la victoire en Espagne.

Et, camarades, je ne voudrais pas, simplement, faire ici une affirmation d'ordre sentimental qui correspond si bien à ce que chacun de nous, à ce que des millions et des centaines de millions d'être humains, sur la terre, exigent et veulent comme nous, non, c'est sur des faits, sur des raisons très sérieuses, que nous avons le droit de fonder notre affirmation de confiance en la victoire de nos camarades espagnols.

D'abord, camarades, ils ont, à l'heure actuelle, une armée ; pour la première fois depuis le mois de juillet 1936 ils ont une armée, une armée nombreuse, qui se compose de 750.000 hommes, avec ses réserves ; on n'écrase pas 750.000 hommes, avec leurs réserves.

Cette armée-là est désormais sous un commandement unique, ce qui est une condition essentielle et fondamentale de la victoire ; elle est bien outillée, elle est bien équipée, elle est disciplinée, elle obéit avec enthousiasme à l'appel de ses chefs, et c'est là la première condition nécessaire réalisée, enfin, par nos camarades espagnols, au prix de quels sacrifices, et au prix de quel travail intense et de quel dévouement ! Mais, maintenant, voilà l'œuvre debout. Ils ont surtout, le long de leur front, trois rangées de fortifications solides. Ils ont, à l'heure actuelle, à leur arrière, des industries qui commencent à s'équiper et qui, dès maintenant, assurent l'ensemble des munitions suffisantes pour l'infanterie.

Ils ont un gouvernement solide, qui représente vraiment l'Espagne. Je n'ai pas besoin de dire, ici, que ce n'est pas un gouvernement communiste, que cette fable, que ce préjugé, que l'on a voulu faire entrer dans les esprits, est absolument contredit par la réalité ; c'est un gouvernement Front populaire, à direction socialiste, voilà ce que c'est que le gouvernement espagnol.



Eh bien, ce gouvernement de Front populaire, à direction socialiste est un gouvernement clairvoyant, est un gouvernement ferme, qui s'est décidé à faire le nécessaire à l'avant comme à l'arrière, qui n'a pas hésité, je l'en félicite, lorsqu'il a trouvé des saboteurs et des espions, à les frapper vigoureusement, et qui a rétabli l'ordre, à l'arrière comme à l'avant. Et ce sont là des garanties sérieuses.

Et puis, je peux vous le dire, on ne m'en a pas fait confiance, mais l'incident récent de Malte indique que nos amis soviétiques ne les abandonneront pas.

Et je veux dire aussi combien j'ai été, comme chacun de vous, si profondément ému en lisant l'appel que notre président Paul Perrin nous rappelait tout à l'heure, signé de toutes les organisations ouvrières et démocratiques espagnoles : républicains, socialistes, communistes, syndicalistes, anarchistes, tous décidés à s'unir pour faire la guerre, puisqu'il faut la faire pour ne pas être écrasé, décidés à faire la guerre, unis, fraternellement unis. Et nous recevons, de toutes parts, de ce côté-là, toutes espèces de renseignements concordants et excellents sur l'unité qui se constitue là-bas.

Je veux, après le témoignage que le Président Perrin vient de nous apporter, vous en donner un autre qui est d'hier. Hier, le Congrès de l'Union Générale des Travailleurs de Catalogne, l'U.G.T. a terminé ses travaux, et, dans le discours de clôture, del Barrio a résumé la tâche accomplie au cours des sessions, et les principales décisions qui ont été prises : activité entièrement tournée vers la guerre ; appui total au gouvernement, effort maximum pour arriver à l'unité avec la C.N.T., l'autre organisation syndicale des travailleurs.

Camarades, voilà pour quelles raisons sérieuses nous croyons que l'Espagne républicaine n'est pas vaincue. On nous a dit, il y a un an, le 8 novembre, que Madrid était condamné ; il y a un an que Madrid tient. L'armée espagnole tiendra, comme Madrid a tenu.

Et, maintenant, laissez-moi vous rappeler, que, dans une réunion analogue à celle-ci, il y aura, tout à l'heure, une année, c'était, je crois, en janvier 1937, nous avons fait, en ce qui nous concerne, l'appel le plus chaleureux, pour l'unité d'action, à l'image de ce qui se produit en Espagne, l'unité d'action de toutes les forces démocratiques, populaires, syndicales, de tout



l'Univers, vous entendez, qui s'impose de plus en plus rigoureusement, à l'heure actuelle.

Je crois qu'en ce moment, nous sommes sur la bonne voie. Perrin vous rappelait, tout à l'heure, que Jouhaux, qui devait assister à notre Conférence a été appelé à faire un voyage à Moscou ; je veux dire, ici, Camarades, pour ceux d'entre vous qui ne le connaissent pas encore, le but de ce voyage : Jouhaux est parti, avec ses Camarades les plus responsables de la Fédération Syndicale Internationale, qui compte une quinzaine ou une vingtaine de millions de syndiqués ; il est parti pour Moscou, étudier la possibilité d'union immédiate, sur tous les terrains des 21 millions de syndiqués soviétiques, avec les vingt millions de syndiqués des pays démocratiques.

Rolin nous a apporté le lamentable historique de la dégénérescence de toutes les organisations de la bourgeoisie, même démocratiques et, voici, maintenant, qu'il nous reste, tout de même, une espérance ; même celle de la Société des Nations, nous ne l'abandonnons pas, si affaiblie, si dégénérée qu'elle soit, nous nous accrochons encore à elle, comme l'on s'accroche à une épave. Nous ne l'abandonnerons pas, mais, nous disons que ce n'est pas à elle seule que nous demandons notre salut, et, le secours pour l'Espagne, comme le secours pour la paix, c'est aux Fédérations de tous les ouvriers, aux dizaines de millions, aux vingtaines de millions de ces troupes fraîches, propres et jeunes qui sont, elles, pleines d'enthousiasme, pleines d'initiative, que l'on a, jusqu'à présent comprimées et qui, du jour où elles sentiront leurs forces, montreront, en effet, que ces forces sont invincibles ; c'est à cette puissance-là que je veux faire appel essentiellement. Et, puisque j'ai, ici, la grande joie de trouver mon ami, mon vieil ami Louis de Brouckère, je lui demande d'accomplir le même acte qu'accomplit Jouhaux, à l'heure actuelle, à Moscou, de nous réunir, le plus tôt possible, lui qui représente une telle grande force, de la Seconde Internationale, nous qui représentons la III<sup>e</sup> Internationale. Lorsque, demain, à l'image de notre C.G.T. française, il y aura eu unité d'action complète, entre les ouvriers de tout l'Univers, est-ce que les Chefs socialistes refuseront de mettre la main dans la nôtre, pour accomplir la même besogne, et pour assurer, en même temps que le salut de l'Espagne et le salut de la Chine, pour assurer la paix de demain ?



# Les Peuples et les Diplomates

---

## LOUIS DE BROUCKÈRE

Président de l'Internationale Ouvrière Socialiste

Je suis profondément convaincu de la nécessité, dans le monde, non seulement de l'unité ouvrière, mais de l'unité de toutes les démocraties ; je suis prêt à engager, dans la lutte pour l'unité, entièrement et sans réserve, ma personne, dont je dispose, et je suis prêt à y engager l'Organisation que j'ai l'honneur de présider, dans toute la mesure du mandat qu'elle me donne, mais, je m'en excuse, fidèle aux principes démocratiques, dans cette limite seulement ; et, comme elle ne m'a pas envoyé, ici, mais que j'y suis venu, à titre personnel, la réponse que, tout à l'heure, je ferai à Cachin sera la réponse de son vieil ami de Brouckère, ce ne sera pas celle de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

Je voudrais, tout d'abord, m'excuser de n'avoir fait, à cette conférence, qu'une brève apparition ; je n'ai pas pu assister à vos séances de travail ; j'ai une vie très chargée d'occupations, et je suis persuadé que vous comprendrez qu'il m'a été impossible de disposer de beaucoup de temps ; mais, si je n'étais pas là, ce n'est point que j'eus quelque dédain pour cette besogne pratique, qui me paraît essentielle, indispensable, nous devons organiser notre assistance matérielle à l'Espagne, nous devons



l'organiser et la développer toujours, d'abord, parce que les besoins sont grands, ensuite, parce que, assurer, organiser l'aide matérielle est la meilleure façon de donner aux combattants espagnols, l'aide morale à laquelle ils ont si largement droit, parce que c'est la meilleure façon d'appeler sur le problème espagnol l'attention du public, parce que c'est la meilleure façon de préparer et de rendre possible l'aide véritable à l'Espagne, l'aide qui la rendra victorieuse et qu'il est de notre devoir de lui donner, d'abord de notre devoir de démocrates, solidaires de la grande action démocratique, ensuite de notre devoir de citoyen de nos différents pays qui voient dans l'affaire espagnole leurs intérêts essentiels engagés, et, enfin, notre devoir d'honnête homme, car il ne s'agit, en somme, que de tenir envers l'Espagne, la parole d'honneur que nous avons donnée.

Je ne crois pas me tromper en disant que tous les pays ici représentés, sont membres de la Société des Nations, ou presque tous. Plusieurs sont membres du Conseil de la Société des Nations ; ce que je voudrais rappeler, c'est que, sont membres de la S.D.N., non pas seulement M. Anthony Eden, ou M. Yvon Delbos, ou M. Spaak mais, la Grande-Bretagne, la France et la Belgique ; ce ne sont pas les Gouvernements qui sont engagés, ce sont les Nations qui sont engagées. Nous sommes engagés par le Pacte de la S.D.N. ; il comporte des clauses formelles et précises, je n'en veux rappeler qu'une, celle de l'article dix : nous avons déclaré que nous nous engageons, vis-à-vis de tous les membres de la Société des Nations, et, notamment, vis-à-vis de l'Espagne, à respecter, mais aussi à maintenir, contre toute agression extérieure, sa liberté politique présente et son intégrité territoriale.

L'Espagne est-elle victime d'une agression extérieure ? Ce serait faire injure à votre bon sens que de vouloir vous le démontrer, la chose est évidente. Notre devoir est-il un devoir de non intervention, ou notre devoir est-il de maintenir la paix, et, par conséquent, d'intervenir ? La question est claire, si nous ne donnions pas à l'Espagne le moyen efficace de maintenir sa liberté et son intégrité, ce ne serait pas la carence de nos Gouvernements que nous devrions proclamer, mais la carence des Peuples eux-mêmes.

Nous avons donc le devoir de nous organiser pour avoir la force nécessaire, en vue de l'intervention indispensable, quelle



qu'en doive être la forme. Or, Cachin le rappelait ; avant lui, Rolin le rappelait aussi, nous n'avons guère fait de progrès, dans cette voie, et, chaque jour qui passe, montre d'une façon plus claire l'effacement de nos démocraties ; nous sommes menacés de voir la politique que l'on a suivie, jusqu'ici, s'aggraver encore et porter des fruits encore plus funestes. Nous sommes à la veille de voir la reconnaissance de Franco. Oh ! je sais bien que l'Angleterre, où l'on en parle, se défend de songer à une reconnaissance proprement dite, il ne s'agit pas de la reconnaissance de « jure », il s'agit seulement de la reconnaissance « de facto ». Le Duc d'Albe, à Londres, ne sera pas un agent diplomatique, ce sera un représentant du gouvernement qui n'est pas un gouvernement ; il n'aura pas de privilèges diplomatiques, mais protection équivalente ; on n'aura pas la reconnaissance, proprement dite, mais on aura la même chose, et nous allons aboutir, après avoir garanti à l'Espagne son intégrité, à sanctionner, en quelque sorte la perte de son intégrité, ou, du moins, nous arriverions à celà, si l'Espagne n'était pas en mesure, malgré nos défaillances, de se défendre, et, finalement, de triompher.

La question de la reconnaissance est à l'ordre du jour, il faut bien que l'on en parle, et j'hésite, cependant, un peu à en parler, devant une assemblée où siègent tant de juristes ; je ne suis pas un juriste, cependant, je m'aventure sur ce terrain difficile du droit ; je pense que le droit c'est l'ensemble des règles qui doivent ordonner les rapports des hommes, et le droit serait sans vertu si l'homme moyen ne parvenait pas à le comprendre, dans ce qu'il a d'essentiel et à le sentir dans ce qu'il a de véritablement profond. Eh bien, j'entends des juristes s'étonner de ce que nous nous opposions à la reconnaissance de fait ; on nous dit : « mais, comment voulez-vous ne pas reconnaître un fait, quand le fait existe : Franco administre une partie de l'Espagne, c'est un fait, et nous devons conformer notre conduite à ce fait ; quel inconvénient voyez-vous à ce que nous disions ce qui est évident et certain » ? Eh bien, il me semble que, dans ce raisonnement, il manque un terme essentiel et que sa logique apparente provient, précisément, de ce que l'on a oublié quelque chose, il ne s'agit pas seulement d'un fait à reconnaître, il s'agit de ce que les juristes appellent, je pense, le fait accompli ; et il y a une distinction essentielle ; un fait c'est qu'il est midi moins le quart, ou que la nuit succède au jour, ou



quelque chose d'analogue ; mais, le fait accompli, c'est le fait auquel on a consenti ; la victoire est accomplie, non pas au moment où une partie des troupes cède, car elles peuvent se redresser, mais au moment où, reconnaissant leur défaite, elles quittent le champ de bataille ; la guerre est perdue, non pas au moment où les troupes ont subi de dures pertes, mais au moment où, pour reprendre la phrase de Napoléon, leur moral est brisé et elles acceptent leur défaite. Et, dans mon bon sens élémentaire, il me semble que, quand on reconnaît, en fait, le Gouvernement de Franco, cela veut dire que notre résistance morale à cette chose abominable, le triomphe de la force brutale de Franco, que cette résistance cède, que nous admettons le fait accompli, et, par conséquent, que nous rendons notre pusillanimité en quelque sorte définitive, en acceptant de ne plus jamais, désormais, songer à revenir sur ce que nous avons laissé faire. Tant que nous n'avons pas reconnu Franco, il reste une chance pour qu'un jour nous reprenions du courage et que nous accomplissions notre devoir. Le jour où nous avons reconnu Franco, nous avons renoncé même à sauvegarder l'avenir.

On parle de reconnaître à Franco des droits de belligérant, et j'avoue qu'ici, ma stupéfaction d'homme ignorant du droit, est encore plus grande ; on me parle d'exemples dans le passé ; on m'éclaire sur ce qui s'est passé au moment de la guerre de sécession, aux Etats-Unis, et dans bien d'autres cas semblables ; mais, j'avais toujours cru, moi, que, depuis la guerre, depuis la S.D.N., depuis le Pacte Briand-Kellog, il y avait, dans le Monde, quelque chose de nouveau. On m'avait dit : « Nous venons de créer des relations nouvelles entre les Etats, désormais, la guerre qui était, pour eux, un droit, ils y renoncent, il n'y a plus de guerre légitime » ; et, comme il n'était pas tout à fait certain que le Pacte de la S.D.N. excluât le droit de guerre, le droit à la guerre, dans tous les cas, on a fait le Pacte Briand-Kellog par lequel, de la façon la moins équivoque, les Etats s'engagent à renoncer à la guerre comme instrument de la politique nationale. Alors, je me demande par quel miracle il peut se faire que les Etats aient renoncé au droit d'être des belligérants, mais qu'ils puissent, cependant, réclamer des droits comme belligérants. Je me demande comment il peut se faire qu'en avouant leur belligérance, ils avouent un délit commis contre le droit des gens et que, forts de ce délit commis, ils demandent des privilèges ? Voyez-vous l'assassin réclamer la



reconnaissance de son statut d'assassin et prétendre en tirer des facilités particulières pour continuer sa tâche !

La guerre n'est plus légitime, mais il reste la légitime défense, la légitime défense individuelle ou la légitime défense collective ; bien ; mais, les droits de légitime défense ne se confondent pas nécessairement avec les droits à la belligérance. Et, d'autre part, qui donc aurait le front de déclarer en état de légitime défense des généraux attaquant leur propre Pays avec le concours de l'Etranger. Par quelle monstrueuse déformation des notions les plus élémentaires et les plus simples pourrait-on arriver à pareille monstruosité ! J'insiste sur le danger que nous courons, aujourd'hui, de voir reconnaître, bientôt, à Franco, le droit de belligérance, en échange d'un retrait plus ou moins réel d'un certain nombre de milliers de miliciens italiens. Les droits de belligérance, je ne sais pas s'ils sont très exactement définis mais il paraît bien, quand j'écoute le discours que M. Anthony Eden prononçait, l'autre jour, à la Chambre des Communes, il semble bien que dans l'intention du Gouvernement britannique, il comporte le droit d'organiser un blocus. Or, Cachin vous montrait, tout à l'heure combien, par des mesures plus ou moins détournées, plus ou moins hypocrites, on s'arrange, aujourd'hui, de manière à bloquer l'Espagne républicaine. Allons-nous, demain, sous prétexte de reconnaissance de la belligérance, reconnaître, ouvertement, le droit de blocus à Franco, c'est-à-dire, intervenir, nous-mêmes, dans les mesures de police prises par le rebelle, pour affamer l'Espagne républicaine, et pour l'empêcher de trouver des armes à l'Etranger ? Allons-nous sortir de la passivité, où nous nous sommes longtemps si honteusement complus, mais allons-nous en sortir seulement pour prendre une part active à l'agression et être nous-mêmes, les complices directs de l'agresseur ? Voilà la question qui se pose.

J'ai voulu montrer les dangers de la situation présente ; j'ai voulu montrer que si, confiants, d'une façon plus ou moins optimiste, rarement optimiste, dans la force de résistance indéfinie du Peuple espagnol, nous laissons aller les choses, j'ai voulu vous montrer comment nous nous exposons, demain, à un terrible réveil. Si les deux dernières années ont montré, avec clarté une vérité certaine, c'est bien celle-ci : que l'on ne désarme pas l'agression fasciste par des concessions ; que ce n'est pas en lui permettant de violer le droit international qu'on



l'amènera, finalement, à respecter le droit international et que si la démocratie veut vivre, elle doit mener une vie fière, debout, elle ne peut pas vivre à genoux, devant le fascisme.

Il faut donc, si nous voulons empêcher que la guerre ne s'étende encore que ce terrible processus auquel nous assistons depuis si longtemps, ne se poursuive et ne se généralise ; il faut que nous songions aux moyens que nous emploierons pour sortir de l'ère des discours et pour avoir enfin la force nécessaire pour faire prévaloir notre volonté de paix et notre volonté de démocratie.

La guerre s'étend, elle s'étend toujours, Rolin vous l'a montré, tout à l'heure : partant, là-bas, du Mandchoukouo, passant par l'Ethiopie, gagnant l'Espagne, maintenant, elle s'étend dans le bassin de la Méditerranée et voilà qu'elle gagne les pays arabes. Et, pas plus tard qu'aujourd'hui, les journaux anglais du dimanche discutent pour savoir ce qui arriverait si, dans un avenir prochain, la question de la guerre de Tchécoslovaquie venait, elle-même, à être posée. La guerre s'étend et il faut l'arrêter. Elle s'étend à raison de la faiblesse des démocraties ; elle s'étend à raison de la faiblesse des Gouvernements démocratiques. Cette faiblesse ne cessera que le jour où ils se trouveront devant une poussée populaire si forte qu'elle pourra soutenir les Gouvernements de bonne volonté, et qu'elle pourra repousser victorieusement les Gouvernements de mauvaise volonté.

Voilà ce qu'il faut préparer et créer : c'est la force démocratique indispensable, pour que notre démocratie devienne, de nouveau, une réalité.

Ah ! je ne vais pas, après le discours peut-être trop long que je vous ai infligé, recommencer, maintenant, un discours nouveau, mais je pense qu'il est un point sur lequel nous arriverons, facilement à faire l'unanimité. Il est impossible que la Démocratie triomphe si elle est divisée contre elle-même, elle ne peut triompher que d'ensemble, et cela suppose deux conditions : d'abord que, dans chaque Pays, elle sorte de l'égoïsme national, qui ne songe qu'à la sécurité nationale, pour comprendre que les Nations se sauveront ensemble ou qu'elles périront ensemble.

Et, ensuite, il faut que, dans chaque Pays, au-dessus des partis, au-dessus des tendances particulières, nous ayons le sentiment profond de la valeur de ce qui nous unit, et que nous parvenions à créer un grand mouvement d'unité. Mais, ce mou-



vement-là, j'en ai la conviction profonde, ne sera véritablement grand et fécond que s'il s'agit d'un mouvement d'unité populaire, partant du Peuple, créant une véritable communauté de pensée, et non pas simplement une union plus ou moins précaire, entre des organisations ou des bureaucraties.

C'est à cela que nous devons travailler, dans la clarté et dans la discussion. Nous avons essayé, quelques hommes de l'Internationale Ouvrière Socialiste et de la III<sup>e</sup> Internationale, d'explorer les voies qui pourraient conduire à un pareil résultat ; nous l'avons fait, là-bas, à la frontière Suisse, à Annemasse, et nous avons réussi, tout au moins à indiquer les lignes suivant lesquelles nous pourrions avancer. Dame... on pourrait en rêver de meilleures, mais, l'avantage de celles-là, voyez-vous, c'est qu'elles soient possibles. Eh bien, nous les avons définies. Pour ma part, j'ai la volonté très ferme de continuer à marcher d'après ces lignes-là, mais sans m'en laisser détourner par rien, parce que je veux une union réelle et féconde qui aide l'Espagne et non pas simplement un débat autour de l'unité.

Et, maintenant, j'ai fini ; peut-être, dans mes paroles, aurez-vous trouvé, ou cru trouver je ne sais quelle note de pessimisme ; la situation où nous sommes est une situation difficile et grave ; et, il serait fou, celui qui ne comprendrait pas que nous sommes exposés, en ce moment, à de grands dangers ; mais, je ne suis pas pessimiste, parce que je crois que, de ce danger, nous pourrions triompher, si la démocratie se réveille et si, se réveillant, regagnant l'enthousiasme d'antan, elle trouve, par le fait même, la condition profonde, la condition fondamentale de son unité.

Les Peuples paraissent dormir, aujourd'hui ; impossible de les soulever longtemps pour une grande action. On parle de la défaite de la Démocratie, de la mort de la Démocratie ; ce sont des adversaires qui ont les initiatives, nous les avons moins soulevés. Ce n'est pas là, un phénomène nouveau dans l'Histoire, on l'a retrouvé lors de chacune des grandes crises, mais, chaque fois, après quelques années, quand, déjà, les adversaires se croyaient sûrs du succès, quand, croyant avoir tué l'esprit de la révolution, ils faisaient comme après la Révolution française, et comme ils viennent de le faire, encore il y a quelques jours, leur Sainte-Alliance ; on voyait bientôt, à la Sainte-Alliance des Gouvernements s'opposer, suivant le mot de Béranger, dans sa chanson qui restera immortelle, la Sainte-Alliance des Peuples ;



et c'est celle-là qui était victorieuse ; les Peuples dorment, parfois, mais, ils ne meurent pas.

Pourrai-je, en terminant, vous citer, pour vous le montrer, une légende de mon Pays, de mon vieux Pays de Flandre ; il a connu, il y a longtemps, dès le seizième siècle, une lutte qui, à bien des égards rappelle la lutte de l'Espagne d'aujourd'hui. Alors aussi, nos ancêtres luttèrent pour leur liberté, pour leur démocratie, contre les ancêtres des Franco et des Alba ; ils luttèrent avec la ténacité qui leur était propre et cette humeur joyeuse qui se trouve dans toutes les grandes nations, et qui s'incarne, en quelque sorte dans notre Eulenspiegel, comme elle s'incarne, à Paris dans votre Gavroche.

Eulenspiegel parcourait la Flandre, année après année ; il avait sur son cœur les cendres de son père Glatz, mort sur le bûcher ; il essayait de réveiller les énergies, il essayait en vain ; la lutte avait été trop longue, elle avait duré près d'un demi-siècle ; les meilleurs étaient morts, les autres se soumettaient. Eulenspiegel prêchait en vain, mais, il prêchait sans se décourager. Mais, un jour, accablé par la fatigue, il s'étend sur le sol, et s'endort profondément, si profondément qu'il ne donnait plus aucun signe de vie et que le bruit courait à travers le pays « Eulenspiegel est mort » ! Et l'on vit arriver le bourgmestre avec son Code et se frottant les mains : « Eulenspiegel est mort, la Révolution est écrasée » ! Et l'on vit arriver le curé, avec son bréviaire, se frottant les mains et disant : « Nous n'aurons plus à défendre notre foi contre l'hérésie. Eulenspiegel est mort » ! Et l'on vit arriver le gendarme, avec sa hallebarde disant « finies les émeutes, il n'y a plus d'Eulenspiegel ». Et le peuple, le peuple repentant de son indifférence, les épaules courbées sous un lourd chagrin, répétait, lui aussi : « Eulenspiegel est mort. » Et voilà que les uns joyeux et les autres pleurant se disposaient à l'enterrer ; et, quand tout était prêt, Eulenspiegel saute sur ses pieds, avec un éclat de rire et une pirouette, et dit : « Eulenspiegel est toujours, encore et toujours vivant. » Et l'on voit s'enfuir le bourgmestre, et le curé et le gendarme, et le peuple, bien éveillé, cette fois, se grouper autour d'Eulenspiegel pour une action nouvelle. Et Eulenspiegel dit : « Je ne mourrai jamais. » — Permettez-moi d'étendre un peu ce qu'il dit — « car je suis le cœur et l'esprit du peuple, le peuple peut dormir, mais mourir, jamais ! » Le peuple dort, sonnons la cloche, il se réveillera.



Discours prononcé par

**S. E. OSSORIO Y. GALLARDO**

Ambassadeur d'Espagne

Merci, merci à tous. Votre réunion, vos décisions, vos sacrifices, vos projets, ajoutent un nouveau fleuron à la couronne de votre humanisme et constituent un motif de gratitude de plus pour cette Espagne qui est auréolée aujourd'hui, non seulement de son héroïque vertu, mais du nimbe immarcessible dont entourent son immortelle figure, la méchanceté, l'injustice et la lâcheté.

Vous pensez aux enfants d'une Espagne endolorie. Mais ces enfants, que seraient-ils dans une Espagne vaincue ? Comparés à l'esclavage auquel seraient soumises les générations futures, le froid et la faim d'aujourd'hui feraient figure de choses enviables. Des enfants qui seraient des esclaves, des fils d'esclaves, des fils d'hommes et de femmes torturés, violés, fusillés, pendus, décapités..... Privés des plaisirs de l'intelligence (à mort l'intelligence ! — voilà un des cris de bataille du fascisme espagnol), de la liberté de conscience et d'expression, astreints à adopter des attitudes imposées, à proférer des cris déterminés, à s'humilier devant certains hommes, ils naîtraient marqués d'un fer infâmant et leur vie serait une plaie infligée à l'esprit.

Malgré l'immensité des douleurs matérielles du jour présent, c'est la pensée de l'avenir moral de ces enfants qui me remplit d'angoisse. Arrêtons-nous un instant à cette pensée.



Nous tous qui sommes ici réunis, vieux et jeunes, nous avons eu une formation morale commode. Notre conscience a placidement suivi un chemin marqué par quelques vérités simples et consolantes. « Le bon mérite d'être récompensé, le mauvais mérite d'être châtié. » « Rien n'est aussi haïssable que la trahison. » Nous devons tous respecter celui qui exerce un pouvoir légitimement. « Personne n'a le droit de s'imposer à autrui par la violence. » « Toutes les idées sont également respectables, à moins qu'elles ne se transforment en actes délictueux. » « Nous autres hommes, nous vivons en tant que communauté, grâce aux normes du Droit. » « La guerre est odieuse. » « L'homme honnête, les peuples honnêtes, doivent respecter leur signature et leur parole. »

Mais aujourd'hui ? Quel est le patrimoine moral que reçoit l'enfance actuelle ? Nous le voyons bien : C'est le contraire de tous ces dogmes. C'est avec ces axiomes que se forme l'enfant :

« Le fort a le droit d'écraser le faible. »

« Ni la parole ni la signature n'ont aucune valeur. »

« La trahison est licite et plausible. »

« Personne ne doit lutter contre le tyran. »

« La maxime *aimez-vous les uns les autres* est remplacée par celle qui dit *exterminiez-vous les uns les autres*. »

« L'infâmie mérite d'être récompensée et la vertu mérite d'être punie. »

Lorsque, nourris de ces aphorismes qu'ils voient en outre, appliqués avec succès, les enfants arrivent à l'âge de la puberté, quels seront les tourments qui se produiront dans leurs âmes ? Quelles directives morales chercheront-ils dans leur vie ?

Il n'y aura pas pour eux de chemin droit. Ils auront à opter entre le sort de la victime et celui du bourreau. La majorité d'entre eux, l'âme prostituée, optera pour la dernière des solutions et ainsi se formeront des masses réduites à l'état de canailles. Et cette minorité sélecte qui refusera de se vautrer dans la boue, aura à se livrer à la conspiration, à la terreur individuelle, aux mouvements révolutionnaires. Et l'Humanité entière en sera déshonorée.

Pensons à celà, Mesdames et Messieurs. Plus que du pain et l'abri d'aujourd'hui, nous devons nous préoccuper de sauvegarder la liberté morale de nos enfants.



Comment la défendre ? Ah ! au point où en sont arrivées les choses, combien pèsent peu les diplomates et les gouvernements ! Leur échec, l'état d'intimidation dans lequel ils se trouvent, nous les avons devant nos yeux. Chaque jour, une nouvelle abdication, chaque jour une nouvelle claudication. Cela ressemble à une scène de naufrage dans laquelle quelqu'un aurait poussé le cri « sauve qui peut », en oubliant que ce serait là le moyen le plus sûr pour que personne ne se sauve.

Ce sont les peuples, les peuples eux-mêmes auxquels il incombe de se lever pour sauver l'Humanité et la civilisation.

Il n'est pas indiqué de mettre sa confiance en les puissances ni en les hiérarchies. Ce sont les masses populaires qui doivent entreprendre leur propre sauvetage. Ce sont les ouvriers, les intellectuels, les croyants, les femmes, qui doivent entreprendre la croisade rédemptrice. Sans s'effrayer de ce que d'aucuns ne tombassent dans la lutte, car si nous craignons que quelques-uns ne tombent aujourd'hui, nous tomberons tous demain.

Pour cette raison, en m'arrogant la représentation de n'importe lequel des enfants espagnols, je vous dis :

— Mille fois merci, Mesdames et Messieurs. Merci pour le pain et pour les vêtements, merci pour la chaleur et pour la consolation. Votre générosité sauvera peut-être ma vie. Mais, pour l'amour de Dieu, sauvez mon esprit. Libérez-moi des chaînes que forgent contre moi les Etats oppresseurs. Frayez un chemin à la liberté de mon cœur et de ma pensée. Parce que si votre attitude à vous tous, si l'action des uns et l'omission des autres, devaient aboutir à m'abandonner à une vie qui est en-dessous de celle des bêtes, je n'aurais besoin ni du pain ni de l'abri. Les enfants déchiquetés par la mitraille auraient été plus fortunés que moi.





ivées  
erne-  
trou-  
nou-  
Cela  
qu'un  
ce se-  
e.

els il  
on.

ances  
ivent  
s, les  
endre  
ns ne  
ques-  
in.

n'im-

pour  
our la  
Mais,  
chaî-  
n che-  
que si  
n des  
st en-  
ni de  
é plus



**Prix : 1 fr. 50**

Ayuntamiento de Madrid